



Denis de Rougemont (1951–1977)

Bulletin du Centre européen de la culture, *articles* (1951–1977)

Enquête sur l'enseignement civique dans les pays européens [Avant-propos] (mai 1963) (1963)¹

L'enquête dont nous publions aujourd'hui l'analyse avait pour objectif bien défini d'étudier le terrain sur lequel allait se développer la Campagne d'éducation civique européenne.

Les considérations conduisant à l'idée d'une telle campagne avaient été souvent exposées dans les publications du CEC, notamment dans le *Guide européen de l'enseignant* (1958) et dans le *Guide européen de l'enseignement civique* (1960-1961) établis en collaboration avec l'Association européenne des enseignants. Nous écrivions notamment en 1960 :

Si maintenant nous voulons faire l'Europe, c'est-à-dire fédérer nos peuples et les doter d'institutions communes, il est bien clair que cette Fédération ne tombera pas du ciel, et ne sera pas non plus instaurée par des moyens dictatoriaux : les échecs de Napoléon et d'Hitler l'ont bien fait voir. L'union de l'Europe suppose en fait les mêmes exigences que la démocratie : elle doit être voulue et comprise par la majorité des habitants de l'Europe. Sinon, il est probable qu'elle se fera tout de même — elle est déjà en train de se faire — mais elle n'aura que le nom d'une démocratie, que le nom d'une fédération ; elle sera en réalité une super-société anonyme, gouvernée comme toutes les S.A. du monde, non point par les actionnaires mais par un groupe d'administrateurs délégués, de directeurs généraux et de fonctionnaires, au mieux technocrates. Le problème urgent qui se pose est donc celui de la *promotion d'un civisme européen*.



Au terme d'un colloque universitaire qui se tint à Genève en mai 1961 sous les auspices de la Journée européenne des écoles, des Communautés économiques européennes et du CEC, la formation d'un groupe ad hoc fut décidée, en vue de lancer la Campagne. Le colloque venait en effet de constater non seulement l'état retardataire et démodé de l'instruction civique dans presque tous nos pays, mais encore la quasi-inexistence des perspectives européennes dans cet enseignement. Un vaste effort s'imposait donc de toute urgence. Il exigeait la coopération de tous les organismes préoccupés d'éducation européenne et travaillant déjà dans ce domaine : Conseil de l'Europe*, Communautés de Bruxelles*, Journée européenne des écoles, AEDE, Fondation européenne de la culture, et Centre européen de la culture*².

Constitué de représentants de tous ces organismes et de hauts fonctionnaires de plusieurs ministères de l'Éducation, le groupe ad hoc tint sa première séance à Genève les 5 et 6 janvier 1962. Il élaborait le plan général d'une Campagne d'éducation civique européenne et son

horaire pour les années 1962 et 1963. Le plan comportait les étapes suivantes :

1. *Enquête* auprès des ministères de l'Éducation de tous les pays d'Europe, sur l'état de l'instruction civique et les possibilités d'y introduire une éducation européenne.

2. Réunion d'un *séminaire international* pour examiner les méthodes de la campagne.

3. Élaboration d'un *guide du maître*.

4. *Stages internationaux de formation européenne des enseignants*.

5. *Stages régionaux et nationaux*, dirigés par les participants aux stages précédents.

6. Création d'un *Centre européen de documentation pédagogique* au CEC.

7. Rédaction d'un *mémoire* aux ministères, sur la base des réponses à l'enquête.

Le questionnaire préparé par M^{me} A. Ducimetière et mis au point par le groupe ad hoc put être envoyé aux ministères dès la mi-janvier 1962. Le séminaire sur les méthodes eut lieu au mois de mai, à Royumont, et donna l'impulsion nécessaire à la Campagne. Il établit le plan du *Guide du maître* actuellement en cours de rédaction (pour paraître en 1964) et le programme de plusieurs stages internationaux. Le premier de ces stages se tint à Bruxelles en début janvier 1963 sous les auspices et avec l'appui du gouvernement belge. (Son compte rendu fera l'objet d'une publication, par les soins du ministère de l'Éducation nationale et de la culture.) Deux autres stages vont avoir lieu en 1963, à Tutzing (mai) et à Zurich (octobre).

Entre-temps, les réponses à l'enquête étaient parvenues au CEC, dans les délais prévus, à quelques semaines près.

Comme il fallait s'y attendre, ces réponses font ressortir surtout les lacunes et l'insuffisance de l'enseignement civique dans la plupart de nos pays. Elles définissent d'une manière très concrète la nature des obstacles à surmonter, et quelques-uns des moyens immédiats à mettre en œuvre : cours de formation des maîtres, documentation, leçons-type, échange d'expériences. Bref, elles confirment l'ampleur des tâches à accomplir et dessinent quelques voies d'approche. Il reste à trouver, ou à former, les *hommes* qui se chargeront de ces tâches, et les *moyens financiers* nécessaires. Ces derniers devraient être empruntés, à mon avis, au budget d'une défense nationale bien comprise (comprenant donc le moral d'un pays, son *tonus* civique), mais il est clair qu'on ne pouvait s'attendre à trouver pareille suggestion dans les réponses officielles. Nous sommes encore, sur ce chapitre, loin de compte.

Ce qui est plus rassurant, c'est la bonne volonté manifestée par tous les ministères à l'égard d'une action eu-

1. <https://unige.ch/rougemont/articles/bcec/196305>

2. Les organismes dont le nom est suivi d'une astérisque * sont ceux qui ont apporté leur contribution au financement du groupe ad hoc et de la Campagne.

ropéenne dans le domaine de l'éducation. Cette réaction positive, sans réserves, est particulièrement frappante dans des pays qui, jusqu'ici, se sont tenus à l'écart de l'entreprise des Six, voire même du Conseil de l'Europe. Partout, on dit attendre une aide européenne, pour résoudre des tâches nationales, et qui étaient même, naguère, le domaine réservé des influences les plus nationalistes.

Insuffisances flagrantes mais franchement reconnues, *ouverture* déclarée sur un avenir européen, telles sont les deux conclusions majeures qui me paraissent résulter de notre enquête. C'est dire que la Campagne d'éducation civique était nécessaire, et qu'elle est possible, mais qu'il lui reste à susciter d'immenses ressources, ou plutôt à mobiliser les volontés qui suffiraient sans doute à réunir ces ressources.